

**S.A.R. le Grand-Duc  
Grandes conférences catholiques  
Souvenirs d'une dynastie au sujet de la construction européenne**

**Bruxelles, le 7 novembre 2016**

Altesse Royale,  
Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup d'émotion que je m'adresse à vous ce soir dans le cadre prestigieux des Grandes conférences catholiques.

Cette vive émotion je la ressens tout d'abord en pensant à ma Mère et à ma famille toute entière. La Belgique est pour ainsi dire ma deuxième patrie, j'y ai tant de souvenirs personnels et familiaux. C'est un sentiment tout à fait particulier que de revenir sur ses pas, de se sentir un peu chez soi alors que l'essentiel de sa vie se déroule ailleurs et de mesurer le temps qui file. Aussi la présence de nombreux membres de la famille, en particulier de mon épouse et de ma fille Alexandra, mais également de ma cousine la Princesse Astrid, me donne de l'assurance et me remplit de joie.

Parler dans cette enceinte, c'est également ressentir le poids de la responsabilité.

J'ai été très heureux d'accepter l'invitation des organisateurs et je leur en suis très reconnaissant, en particulier à leur infatigable président, Monsieur Emmanuel Cornu.

En même temps, j'ai pris conscience du défi assez redoutable qui m'attendait. J'avoue avoir longuement hésité avant d'accepter, car le rôle naturel d'un monarque constitutionnel n'est pas de tenir une conférence publique, avec sa part de propos personnels qui pourraient, le cas échéant, être mal interprétés.

Mon cœur m'a cependant poussé à dire oui, d'abord parce que je me considère en territoire ami, mais aussi parce que l'idée de parler de ma famille et de mon pays m'a séduit. Et même si je ne maîtrise pas l'art de la rhétorique, comme le font d'ordinaire les femmes et les hommes politiques, j'espère néanmoins pouvoir répondre au défi que je me suis donné à moi-même, à la mesure de la retenue due à ma fonction.

En consultant la liste des orateurs, il apparaît que je suis le cinquième Luxembourgeois à prendre la parole à cette tribune. Les compatriotes qui m'ont précédé ont pour nom Joseph Bech, Gaston Thorn, Jacques Santer et Jean-Claude Juncker. Ces éminentes personnalités de la vie politique luxembourgeoise ont toutes pour point commun d'être ou d'avoir été de grands artisans de la cause européenne.

A l'heure où l'Europe traverse des temps disons plutôt difficiles, et Monsieur le président Herman van Rompuy y reviendra tout à l'heure avec j'en suis sûr beaucoup de pédagogie, j'ai à cœur de vous montrer comment la dynastie de la Maison de Luxembourg a accompagné l'intégration européenne depuis ses débuts.

D'ailleurs, le mot de « souvenirs » qui figure dans l'intitulé de mon exposé ne doit pas être mal interprété ou prêter à confusion. Si mon discours est d'abord rétrospectif et historique, cela ne veut dire en aucune façon, que la construction européenne appartient au passé. Je suis bien entendu convaincu du contraire. Je dirai quelques mots sur l'actualité un peu plus tard. Or, il m'a paru judicieux de conter l'histoire d'une fidélité à travers les règnes et les décennies, parce que le présent s'explique souvent par le passé.

Monarchie et Europe, ce sont finalement deux choses qui vont assez bien ensemble.

A la base, le monarque incarne le fait national et l'Etat, délimité dans ses frontières. Mais de tout temps, les liens des familles régnantes tissés à travers l'Europe par les mariages et les alliances ont pesé sur le cours des choses. L'histoire récente a également montré que l'influence des monarchies peut dépasser le cadre national, qu'elles ont été le plus souvent vectrices de tendances internationales et européennes. Leur cheminement est marqué par les traditions d'échanges, au-delà des frontières, et les conceptions d'ouverture au monde extérieur.

Avec la permission du président Jacques Santer, je ne résiste pas à la tentation de vous raconter une anecdote savoureuse, dont il m'a fait part il y a peu.

En 1989, la France fête en grande pompe et devant le monde entier le bicentenaire de la Révolution française. Les monarchies des pays amis et voisins ne sont pas conviées. Le premier ministre Rocard s'entretient alors par téléphone avec le Premier ministre Santer, se rend compte du caractère quelque peu arbitraire de la décision et

propose comme geste d'apaisement et d'amitié de venir en visite officielle au Grand-Duché. Lors de la visite, le premier ministre français s'enquiert des rapports que peut avoir un premier ministre avec un monarque constitutionnel.

A la lumière de ses explications, M. Santer s'entend dire alors de la part de M. Rocard : « Ah je vois, somme toute les rapports entre un Premier ministre et le chef de l'Etat me paraissent beaucoup moins compliqués dans une monarchie que dans une république ! »

Au-delà de l'anecdote, retenons le rouage essentiel du « colloque singulier » entre le monarque et le premier ministre. C'est une relation spéciale, unique, couverte par le secret, où l'un comme l'autre peuvent se laisser à des confidences. Le moteur essentiel, c'est la confiance.

Un exemple de cette confiance, je crois pouvoir le reconnaître dans la relation qui existait entre ma grand-mère, la Grande-Duchesse Charlotte, qui a régné de 1919 à 1964 et le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'époque Joseph Bech. Cette relation de complicité et d'amitié donna beaucoup de profondeur aux discussions et aux échanges sur les enjeux politiques de cette période. Ainsi la Grande-Duchesse saisit très rapidement la portée de la construction européenne pour son pays, comme pour la stabilité du continent. L'on m'a raconté que ma grand-mère n'hésitait pas à prendre sa voiture pour faire les quelques kilomètres jusqu'à la « Tschiddeschmillen » à Diekirch, où les Bech avaient leur résidence secondaire, et y échanger à bâtons rompus.

C'est l'exil à Londres et aux Etats-Unis pendant la deuxième Guerre mondiale qui a considérablement rapproché ces deux personnalités,

alors que le Luxembourg vivait les heures les plus sombres de son histoire.

Durant la guerre, la Grande-Duchesse Charlotte était très proche du président Roosevelt, ce qui s'avéra être un atout considérable.

Elle joua un rôle actif aux Etats-Unis pour stimuler l'effort de guerre des Américains. A la demande du président américain, elle participa pleinement à la campagne pour que les Etats-Unis entrent en guerre contre les puissances de l'Axe. Ses tournées à travers le pays marquèrent l'opinion publique.

Vis-à-vis du Luxembourg annexé purement et simplement au Reich, les appels de la Grande-Duchesse au courage et à la résistance devant l'envahisseur, dans des messages radiodiffusés depuis Londres ont eu un retentissement considérable dans la population. Les condamnés à mort luxembourgeois criaient « vive Charlotte » avant de tomber sous les balles.

Tendues et difficiles, les années d'exil sont aussi des temps de réflexion et de réorientation. Engagé pleinement du côté des alliés, le gouvernement du Grand-Duché réoriente fondamentalement les bases de sa diplomatie: la politique de neutralité, qui était poursuivie par le Luxembourg jusque-là, a définitivement fait son temps. L'après-guerre est déjà dans les esprits.

En effet, en 1942 déjà, Joseph Bech prononce un discours à Londres, où il évoque l'ordre européen d'après-guerre fait d'étroite coopération entre les Etats et dont l'Allemagne ferait partie intégrante. Et je cite :

« Parce que nous sommes de bons Luxembourgeois nous voulons être de bons Européens. Nous sommes prêts à renoncer à notre souveraineté nationale dans la même mesure où la nouvelle structure internationale l'exigera des nations européennes dans l'intérêt de tous.

Les Utopistes d'aujourd'hui sont les réalistes de demain parce qu'ils permettent à l'expérience et aux valeurs morales et spirituelles d'assumer leur véritable signification fin de citation.»

Alors que rien ne garantit encore que l'approche communautaire conduira au succès, la Grande-Duchesse Charlotte ne fait pas mystère de son attachement à la cause européenne. Les témoins de cette époque jugent que son mérite est d'avoir accompagné la transition de l'esprit de Résistance vers l'idée européenne à un moment où les plaies ouvertes de la seconde Guerre mondiale sont encore béantes.

Essayons de nous mettre dans l'état d'esprit de la Grande-Duchesse à cette époque. Elle a choisi l'exil avec son gouvernement, déchirée par un sentiment d'abandon envers son pays. Sa sœur, princesse héritière de Bavière, avait été internée en camp de concentration avec ses enfants. Celle-ci en reviendra, n'étant plus que l'ombre d'elle-même.

De la même façon, le peuple luxembourgeois avait beaucoup souffert des exactions nazies et il fallait de la grandeur d'âme pour accepter de tourner la page afin de reconstruire un avenir commun. L'autorité morale de Charlotte était essentielle pour l'acceptation de cette réconciliation parmi la population.

Pour mon père, le Grand-Duc Jean, qui a également vécu l'exil, qui s'est engagé dans l'armée britannique, a débarqué en Normandie

puis a participé à la Libération de la Belgique et de son pays, les premiers pas de l'Europe communautaire restent également un moment très positif et profondément ancré dans ses souvenirs.

Il faut se rendre compte que pour mon pays, la mise en œuvre de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 marque une profonde césure dans son histoire. Une rupture fondamentale. En effet les débuts de l'intégration européenne s'avèrent être rapidement une sorte d'assurance-vie pour un Etat qui n'avait jamais été réellement assuré de sa survie depuis sa création en 1815. L'on a beaucoup de mal à s'imaginer aujourd'hui ce que cela signifie, mais des générations entières de Luxembourgeois ont longtemps vécu dans l'incertitude du devenir de leur collectivité nationale, ballottée par les événements tragiques du XIXème et surtout du début du XXème siècle.

La stabilité des frontières et le maintien des Etats sont des conquêtes très récentes, même dans nos contrées. Songez par exemple que, selon les archives américaines, même quelqu'un comme le président américain Franklin Roosevelt, réputé parfait démocrate et respectueux de la libre détermination des peuples, songeait en 1942/1943 à redessiner l'Europe en créant un nouvel Etat dénommé « Wallonia », qui aurait compris une partie de la Belgique, le Nord de la France et le Luxembourg, avec à sa tête la Grande-Duchesse Charlotte, perspective qui avorta immédiatement.

Si aujourd'hui aucun Etat ne peut se prévaloir d'un quelconque monopole en matière européenne, qui est par définition une œuvre collective et indivisible, les six membres fondateurs disposent d'une expérience et d'une antériorité qui les placent cependant devant une responsabilité particulière. Pour mon pays s'ajoute le fait que c'est

sur son territoire que l'Europe accomplit ses premiers pas avec l'installation de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. C'est assurément un motif de fierté nationale, même si les circonstances y sont pour beaucoup.

Dans ses Mémoires, Jean Monnet raconte combien – déjà à l'époque – l'épineuse question du siège trouve une première réponse provisoire en juillet 1952, lors d'un sommet mémorable à Paris. A trois heures du matin, les villes de Turin et de Strasbourg font la course en tête. Monnet refuse la présidence de la Haute Autorité dans ces conditions.

Le Ministre des Affaires étrangères belge Van Zeeland dit :

*« il est tard, nous sommes tous fatigués, je vais donc parler franchement... ».*

Bruxelles serait acceptable pour tout le monde, sauf pour le gouvernement belge qui défend Liège coûte que coûte.

*Alors on entendit la voix de Bech qui semblait jusque-là somnoler : ' Je propose que le travail commence aussitôt à Luxembourg, cela nous donnera le temps de réfléchir à la suite. '*

*Tout le monde fut soulagé, et c'est ainsi que la CECA eut son siège « précaire » dans une petite ville qui est devenue un carrefour de l'Europe. »*

L'installation « provisoire » de la CECA à Luxembourg quinze jours plus tard se déroule dans des conditions satisfaisantes, même si la capitale dispose en ces années d'après-guerre d'infrastructures limitées, qui n'ont rien de commun avec ce que l'on connaît

aujourd'hui. Admirens cependant l'épreuve de force qui consiste à réagir dans des délais aussi brefs ! Quinze jours !

Malgré quelques critiques au sujet de la hausse du prix du logement, la cohabitation entre la population autochtone et les nouveaux arrivants se passe bien. En entretenant des contacts réguliers avec les membres de la Haute Autorité, dont le président Jean Monnet au premier chef, la famille grand-ducale contribue à assurer l'insertion des « Européens » dans la vie sociale du pays. Pour afficher leur soutien, ses membres ne manquent pas d'assister aux événements marquants dès l'inauguration de la Haute Autorité en août 1952.

Intervenant en 1990 devant le Parlement européen à Strasbourg, le Grand-Duc Jean évoque cette fierté particulière de ses compatriotes d'avoir été associés dès le départ au processus européen et le fait que Robert Schuman soit né et ait vécu sa jeunesse à l'ombre de leur capitale. Mon père se souvient de la personnalité quelque peu réservée de Monnet, mais ô combien persévérante et convaincante. Un goût commun pour la nature les rapprochait.

Le traité de Rome de 1957, dont un des inspirateurs principaux était Paul-Henri Spaak, lance l'Europe sur de nouvelles bases avec la Communauté européenne. Lieutenant-représentant dès 1961, Grand-Duc en 1964, Jean vit de près les transformations radicales du projet européen.

Pour le siège de Luxembourg, les implications sont nombreuses. Dans les années 60, la plupart des institutions communautaires prennent le chemin de Bruxelles. Luxembourg demeure cependant un siège incontournable. En effet le Premier ministre Pierre Werner, qui est arrivé aux affaires en 1959, convainc ses partenaires d'y regrouper les

organismes à caractère juridictionnel autour de la Cour de justice et à caractère financier, avec la Banque européenne d'investissement et la Cour des comptes.

Au final, la solution trouvée s'avère favorable pour le pays, le secrétariat du Parlement européen étant aussi confirmé.

En 1966, intervient « le compromis de Luxembourg » suite à la politique de la chaise vide initiée par le général de Gaulle, qui ne peut accepter que des décisions communautaires soient imposées à la France. Longtemps le compromis de Luxembourg est resté dans les annales, même si les interprétations divergent sur ce compromis. L'essentiel est ailleurs : la France regagne les institutions communautaires. Les talents de négociateur du Premier ministre Pierre Werner apparaissent également au grand jour.

Si elle est un peu différente de celle qui existait entre la Grande-Duchesse Charlotte et Joseph Bech, la relation entre le Grand-Duc Jean et le Premier ministre Pierre Werner est également empreinte d'une très grande confiance et de respect mutuel. Les rapports plus personnels y occupent une place importante. Pierre Werner venait régulièrement à Berg à titre privé. A ce propos me vient aussi le souvenir du climat chaleureux qui régnait autour de la table, lorsque Monsieur Bech venait pour le repas traditionnel autour des écrevisses.

Mon père appréciait beaucoup d'avoir comme interlocuteur un homme politique très respecté au-delà des frontières. Pierre Werner s'impose en effet comme une figure de premier plan sur la scène européenne, avec son rapport sur la monnaie unique au début des années 70, qui trouvera sa concrétisation vingt-cinq ans plus tard. Les trois Premiers ministres qui lui succéderont sous le règne de mon père, à savoir Gaston Thorn, Jacques Santer et Jean-Claude Juncker,

subiront le même sort remarqué en devenant président de la Commission européenne ! C'est un record absolu qui n'est pas prêt d'être battu.

L'institution des Conseils européens, voulue par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt dès 1974, conduit le Grand-Duc Jean à côtoyer de façon régulière les grands leaders européens de l'époque. En effet les réunions des chefs d'Etat et de gouvernement ont lieu à tour de rôle dans les Etats membres qui assurent la présidence. En ces temps où la Communauté européenne est encore de dimension assez réduite, les présidences interviennent à intervalle régulier.

Pour mon père, la remise du prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle le 8 mai 1986 est assurément un moment exceptionnel. Un plaisir partagé est un plaisir décuplé. Le Grand-Duc se voit décerner le prix au nom du peuple luxembourgeois tout entier pour ses mérites dans l'intérêt de la cause européenne. C'est très ému qu'il prend la parole en tant que chef d'Etat. La reconnaissance faite aux Luxembourgeois en Allemagne est une belle page de notre histoire nationale. Elle permet à mon père de témoigner de sa foi européenne.

Parfois celle-ci se niche dans les détails. Mon père et Jacques Santer que j'ai vus pour préparer cette conférence m'ont raconté combien ils s'étaient préoccupés d'une mesure symbolique, à savoir l'introduction du drapeau européen sur les plaques d'immatriculation des véhicules. L'idée, on la doit à l'origine à Christian Calmes. Cette mesure qui est obligatoire aujourd'hui dans toute l'Union européenne, nous avons été les premiers à l'introduire.

Aujourd'hui encore, la foi européenne de mon père est intacte. Il a eu cette belle phrase il y a quelques jours à Fischbach, où il réside : « la dynastie luxembourgeoise a profondément partagé l'idéal pro-

européen de la population, mais peut-être la population a-t-elle aussi partagé l'idéal pro-européen de la dynastie ? »

Pour moi qui appartiens à cette génération heureuse de l'après-guerre et qui ai grandi avec l'idée de l'intégration européenne, la transmission des valeurs familiales a été de première importance. Ce que vos parents, vos grands-parents vous transmettent comme enseignement alors que vous êtes enfant, vous l'absorbez comme une éponge. Votre propre cheminement en est marqué pour toujours. Je me souviens de nombreuses discussions, de repas, de rendez-vous officiels et informels, qui m'ont rapproché de la cause européenne dès le plus jeune âge.

Et puis, je voudrais aussi souligner l'importance de mes années de formation. Un homme a beaucoup compté pour moi, en l'occurrence Christian Calmes. Je l'ai déjà évoqué tout à l'heure son nom au passage. Il a occupé un poste central dans l'édifice communautaire dès ses débuts, à savoir celui de secrétaire général du Conseil des ministres de 1954 à 1973. Alors qu'il était devenu Maréchal de la Cour, j'ai beaucoup appris à son contact, en particulier sur les rouages de la construction européenne.

Pendant nos années d'études en sciences politiques à l'université de Genève, ma future épouse et moi-même avons également été marqués par une personnalité ~~personne~~ : le professeur Dujan Sidjanski, qui vient d'ailleurs de fêter ses 90 ans et qui est reconnu comme un éminent spécialiste de l'intégration régionale. Mon mémoire de fin d'études a porté sur l'intégration de la Grèce en Europe. C'est un sujet, qui pour certains garde sa dose d'actualité...

Lorsque je suis devenu chef de l'Etat en l'an 2000, mon premier geste a été d'effectuer une visite à Paris, suivie immédiatement après d'une visite à Berlin, façon de démontrer que les relations avec nos deux grands voisins demeurent la pierre angulaire de notre diplomatie et que le Luxembourg pouvait toujours apporter quelque chose au dialogue franco-allemand, si essentiel à l'Europe.

Ce rôle du Luxembourg comme intermédiaire correspond-il encore à la réalité des choses ? N'est-il pas un peu surfait ?

Cette question, il faut avoir l'honnêteté de se la poser. Somme toute, les Français et les Allemands n'ont pas besoin de passer par un tiers et peuvent bien dialoguer directement. Cela est vrai, mais mon expérience personnelle me conduit à voir les choses un peu différemment. Il est frappant de constater que plus de cinquante ans après la conclusion du traité de l'Elysée, les différences de mentalités ou de conceptions économiques entre la France et l'Allemagne demeurent. La barrière de la langue n'a pas non plus disparu.

L'art du compromis, qui est la seule méthode viable pour faire avancer l'Europe, rehausse le rôle de ceux qui sont à même de comprendre leurs interlocuteurs et de formuler des propositions concrètes. A cet égard, la position privilégiée du Luxembourg reste toujours d'actualité. La réputation de celui qui est devenu le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, doit beaucoup à cette capacité de « facilitateur » entre les deux voisins.

A l'heure où une nouvelle génération prend les rênes dans l'Union européenne – à l'image des trois jeunes premiers ministres plein d'allant du Benelux, Charles Michel, Mark Rutte et Xavier Bettel que j'ai côtoyés à Schengen lors du sommet Benelux le mois dernier – la situation actuelle de l'Europe n'est pas des plus simples.

Il est parfois des circonstances symboliques qui donnent à réfléchir. J'ai assisté récemment aux funérailles du président Shimon Pérès, Prix Nobel de la Paix, alors que les principaux dirigeants européens étaient réunis à Jerusalem. Aucun d'entre eux ne fut pourtant invité à prendre la parole, celle-ci étant réservée aux présidents Obama et Clinton.

Cela m'a interpellé, car la voix de l'Europe n'a pas été audible à cette occasion.

Les grands dirigeants de la planète, ceux qui sont loin de notre continent, m'assurent pourtant attendre l'émergence d'un pôle de stabilité européen dans les affaires du monde. Je pense qu'ils sont sincères, au moins pour partie... Le continent est salué comme facteur de stabilité de par le monde. Aux Européens de remplir pleinement leur rôle !

Un mot encore en ce qui concerne les crises et les hommes. A y voir de près, la construction européenne n'est qu'une succession de crises. De crises en crises même. Cela commence en 1954, avec le rejet de la communauté européenne de défense, la politique de la chaise vide — j'en passe —, et cela jusqu'à nos jours...

Toutes ces crises sont sérieuses et graves. Elles semblent bloquer le processus ou peut-être même le remettre en cause. Pourtant à chaque problème, des solutions sont finalement trouvées. Elles permettent d'avancer, vaille que vaille. ~~Même si mon expérience est limitée,~~ j'ai cependant pu constater à quel point l'influence des hommes et des femmes animés de leurs convictions reste déterminante.

Et puis ne perdons pas de vue l'essentiel. Mesurons chaque jour ce que le projet européen nous a déjà apporté depuis les débuts de l'aventure à Luxembourg, il y a plus de 60 ans. Mesurons-le à la lumière de ce que nos parents et nos grands-parents ont subi. Cela vaut pour chacun de nous. Mesurons aussi l'exploit des « pionniers » et des Pères fondateurs, qui ont tout construit alors que tout était par terre.

Je me souviens comme si c'était hier de l'ouverture des frontières qui permet de passer d'un pays à l'autre sans devoir s'arrêter. Je me rappelle les autres conquêtes, comme l'introduction de l'Euro, les échanges d'étudiants dans le cadre des programmes Erasmus ou la coopération régionale si bénéfique dans la vie quotidienne de nos concitoyens.

Tout cela pour dire, et j'en arrive à ma conclusion, que ces crises, comme l'étymologie du mot l'indique, sont d'abord des opportunités. Elles nous permettent de nous remettre en question, de revoir notre copie et d'aller de l'avant. Un peu comme l'enfant qui apprend à marcher, qui tombe et se relève avant de pouvoir rester debout. Je suis convaincu que nos opinions publiques ne demandent qu'à être ré enchantées et qu'il suffirait d'une étincelle pour que l'idée européenne retrouve sa force mobilisatrice.

A la lumière de ses succès et plus encore de ses promesses, nous verrons que ce projet qui nous a apporté la paix sur un continent déchiré depuis des siècles vaut bien d'y investir toute son énergie et tout son cœur.

Je vous remercie.

**Comte Herman Van Rompuy**  
**Grandes conférences catholiques**  
**“Souvenirs d’une dynastie au sujet de la construction européenne”**

**Bruxelles, le 7 novembre 2016**

C’est la deuxième fois que j’ai l’honneur de prendre la parole à la tribune des Grandes Conférences Catholiques. Je suis très reconnaissant au président Cornu, l’incarnation-même de cette prestigieuse initiative. Etre précédé par Son Altesse Royale le Grand-Duc Henri me touche personnellement puisque je garde un souvenir précieux de nos conversations où j’ai pu observer son sens du devoir, si caractéristique pour la maison dynastique du Luxembourg et de la Belgique. Le sens du devoir, cela signifie le sens de l’intérêt général, qui d’ailleurs n’est plus uniquement national mais qui est devenu de plus en plus européen.

Nous voilà « déjà » au cœur de mon intervention : notre Europe.

Celle que la Belgique et le Luxembourg ont créé ensemble à travers des hommes remarquables. Du côté belge, je cite Paul-Henri Spaak, Jean Rey, Leo Tindemans, Wilfried Martens et Jean-Luc Dehaene. Ils ont fréquenté les grands acteurs luxembourgeois, dont le Grand-Duc a fait très justement l’éloge. Il ne faut jamais oublier l’histoire. Elle est « le professeur de la vie », comme disaient les Romains. On a tendance à oublier l’histoire, à croire que l’histoire commence avec sa propre naissance. C’est l’origine du « court-termisme », qui ne mène à rien. C’est la fin du progrès, parce que l’absence de la mémoire nous ferait commettre les erreurs et même les crimes du passé. L’oubli doit être bannie. Le Grand-Duc vient de nous rappeler cette première partie du XXème siècle tragique et folle. Quand j’entends aujourd’hui certains faire le procès de l’UE en mentionnant la bureaucratie et la surréglementation « bruxelloise », ou le coût des institutions européennes, j’ai mal au cœur. Non pas à cause des problèmes – qui d’ailleurs ne sont pas propres à l’Union – mais parce qu’on a « oublié » les valeurs fondamentales sur lesquelles l’Union est construite : la paix et la démocratie. On fait des valeurs personnalistes parce que l’homme est la mesure de toute notre action, parce qu’on aime l’homme, l’humain. Le monde nous envie toujours

notre modèle de vivre ensemble, après toutes les tragédies de l'histoire. Le monde ne comprend pas que l'on quitte cette œuvre de paix et de démocratie. On confond l'essentiel et le superflu. Ou pire : on se leurre quand on pense que dans la mondialisation on peut garder le « contrôle » de son avenir soi-même. Le monde de hier n'existe plus. Le monde de papa n'existe plus. L'interdépendance est devenue la règle et c'est une bonne chose. L'interdépendance est une garantie pour la paix.

Mais on ne peut se fier aux seules forces du marché. On a vu lors de la crise bancaire qu'il faut un pouvoir compensatoire qui surveille les institutions financières sur le plan européen, voire mondial. Et on a agi, on a une Union bancaire. Il faut des accords européens et mondiaux pour freiner le réchauffement de la planète et donc assurer notre survie. Le marché doit être corrigé pour qu'il soit au service de l'intérêt général, qui n'est plus uniquement national.

Le commerce international a créé et crée la richesse. Les petits pays le savent mieux que quiconque, mais même les grands pays émergents ont réussi leurs décollage économique grâce à l'exportation. Des centaines de millions d'hommes et de femmes ont pu quitter l'extrême pauvreté grâce à la mondialisation de nos économies. Je répète : où en seraient le Luxembourg et la Belgique si on nous aurait enfermé dans nos frontières étroites ? Le bon sens connaît la réponse.

Mais ici aussi il faut respecter des règles qui garantissent l'équité. Il faut combattre le dumping social, commercial et fiscal. Il faut protéger sans tomber dans le protectionnisme. C'est précisément ce protectionnisme qui a renforcé la crise des années trente et a provoqué la guerre. A nouveau : il ne faut pas oublier l'histoire. Aujourd'hui on doit protéger des citoyens inquiets, contre ces forces aveugles d'un capitalisme brutal, qui tout de même n'est plus le monopole du monde occidental ! L'Union européenne agit. Elle combat le dumping social, mais elle doit le faire davantage, entre autres en adoptant les propositions faites par notre Commissaire Marianne Thyssen. L'Union agit contre le dumping commercial, par exemple contre celui de la Chine. Cela entre dans les compétences de la Commission. L'Union a lancé la guerre contre la fraude et l'évasion fiscale internationale grâce au transfert automatique des données financières aux administrations fiscales. La Commission

s'attaque aux très grandes entreprises qui échappent dans certains cas, quasiment à toute taxation. Oui, l'Europe reste ouverte, mais en même temps elle protège. Cela fait partie du modèle européen.

L'Inquiétude concerne aussi l'emploi. Même dans des pays qui ont le plein-emploi, comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, il y a un malaise social. Les emplois sont souvent temporaires et incertains. La révolution numérique fait peur et continuera à le faire, au-delà de la globalisation. Cette crainte permanente pour son emploi mine le climat social et politique. Dans pas mal de pays – pas encore chez nous – les salaires n'augmentent plus depuis deux décennies. La croissance économique ne suffit plus pour l'harmonie et la paix sociale. Il faudra un marché du travail où la formation et l'éducation soit encore plus renforcées. « Empower people » - est ce qu'on doit faire. La révolution numérique est la joie maintenant surtout du consommateur, et maintenant il faut penser au volet producteur. Elle change notre vie et notre travail. Ici aussi il faudra transformer la peur en espoir.

La migration fait partie de la mondialisation. Elle est d'ailleurs de tous les temps. Nous-mêmes venons il y a plus de deux mille ans de l'autre côté du Rhin et même de l'Asie. Nous sommes tous des migrants, pourtant on l'a oublié! Mais nos parents et grands-parents étaient des réfugiés de guerre en 1940, comme le Grand-Duc l'a rappelé. C'était le cas aussi dans ma famille.

Mais je comprends aussi que dans le cas de la migration, on doit respecter la loi, nationale et internationale, et on doit tenir compte de la capacité d'absorption de nos sociétés. C'est un équilibre difficile à trouver et à garder : entre une société fermée et homogène (comme certains Etats veulent maintenir), et des « frontières ouvertes » ; entre « ouvrir son cœur » pour la misère de nos frères et sœurs, et l'intégration dans nos sociétés. C'est le grand défi pour l'Europe de demain. Il n'y a place en Europe que pour une civilisation basée sur des valeurs publiques telles que : la démocratie politique, l'Etat de droit, l'égalité entre homme et femme, la séparation des Eglises et de l'Etat, la non-discrimination, les libertés fondamentales d'expression et de conviction. Ces valeurs ne sont pas négociables. Autour de cette civilisation unique il y a place pour la diversité. Différentes cultures, religions et

convictions peuvent graviter autour de cette même civilisation. Entre elles doit s'installer et se développer le dialogue – la base de tout vivre ensemble.

Le dialogue reconnaît les différences, mais elle sous-entend le respect de l'autre. Le dialogue mène à la modération et au compromis. Cela implique aussi que l'on doit combattre ceux qui refusent le dialogue et qui sont des forces de la destruction et de la mort. Le dialogue est source de vie. Il faut être intolérant envers l'intolérance et la violence. Si on échoue à cette nouvelle forme de vivre ensemble, nos sociétés seront en danger. C'est le grand défi. Certainement quand on sait que la population européenne perdra sans migration des dizaines de millions d'habitants. La migration est inévitable, cependant elle ne peut être chaotique et laissé au libre jeu du « marché » des trafiqueurs d'hommes et de femmes. Nous ne pouvons pas nous permettre de devenir une forteresse, mais nous devons reconquérir le contrôle de nos frontières externes. La crise des réfugiés de guerre de 2015-2016 nous a fait avancer dans cette voie.

L'Afrique est le plus grand défi de migration. Sa population de 1 milliards peut augmenter jusqu'à 4 milliards vers la fin de ce siècle. Si le flux massif des réfugiés de guerre est arrêté, la migration venant de l'Afrique du Nord ne l'est pas du tout. Des milliers de gens trouvent la mort – même en ce moment où je vous parle – dans la Méditerranée. Le désespoir de centaines de milliers d'Africains chaque année est tel qu'ils sont prêts à tout, même à mourir. Il n'y a par contre quasiment plus personne qui meurt entre les côtes grecques et turques. Le petit Aylan restera dans notre mémoire. Il faut faire davantage notre mieux pour arrêter ce naufrage humain à nos frontières. L'Europe seule ne peut donner une solution. On a besoin des Etats riverains et d'autres pays africains. Il faut sans contrainte combattre ensemble la pauvreté, cause principale de la migration, avec demain les changements climatiques.

L'Europe s'est rendue compte que son voisinage est en guerre. A l'Est 9000 hommes et femmes ont perdu la vie en Ukraine. On s'est montré ferme quant à nos principes, et parallèlement ouvert pour trouver une solution négociée avec la Russie. On a parlé aux Russes avec une seule voix, en imposant des sanctions économiques, comme un moyen de pression pour trouver une solution qui garantisse une Ukraine démocratique, unie,

décentralisé et en paix avec tous ses voisins. Mais on n'y est pas. La nostalgie du passé et le nationalisme l'empêchent actuellement. Tout de fois, cette attitude de fermeté et d'ouverture l'emportera.

Dans notre voisinage du Sud nous sommes en tant qu'Union trop absent. Sans dimension militaire européenne on restera absent. Dans le monde d'aujourd'hui l'économie est plus important que les armes, mais dans certains cas on ne pèse pas sur la solution sans moyens militaires. Le Brexit rend maintenant la discussion possible sur ce thème. On fera du progrès durant les années à venir. Cette coopération militaire au sein de l'UE se fera main dans la main avec l'OTAN, qui d'ailleurs le souhaite vivement. Par contre, sans un effort budgétaire additionnel le débat sur cette dimension militaire européenne ne sera que du bavardage. Les citoyens européens veulent être plus protégés aussi à nos frontières.

L'Europe de demain sera une Europe qui ne se laisse pas enfermer dans ce dilemme entre une société ouverte et une société fermée, entre « espace (space) et lieu (place), entre le peuple du « web » et le peuple du « wall » - comme on le remarque en Amérique et au Royaume-Uni. Cela mène à la polarisation, à l'agressivité, à la violence et à la haine. Il y a des tendances aussi allant dans ce sens sur notre continent. Cette confrontation mine aussi nos démocraties. Il faut une nouvelle synthèse. Il faut des ponts entre ses deux pôles. Il faut une « Europe des résultats » précisément dans les domaines qui font peur : l'instabilité financière, l'immigration incontrôlée, le terrorisme, les changements climatiques, le dumping social, commercial et fiscal, et les inégalités criantes. Ce n'est qu'en protégeant davantage, qu'on gardera nos économies et nos sociétés ouvertes, tolérantes et compétitives.

Il faut épouser son temps. Ne pas fuir dans une nostalgie d'un passé qui ne reviendra plus ou dans un angélisme naïf. Il faut cette combinaison d'idéalisme éthique et de réalisme politique. Tout cela nécessitera un effort. Il faut s'y mettre.

Amin Maalouf, qui nous a précédé à cette tribune, a écrit dans son livre magnifique, intitulé « Le Dérèglement du monde », qu'il nous faut entamer une toute autre étape de l'aventure humaine. « Une étape où l'on ne se battra plus contre l'Autre – la nation adverse, la

*civilisation adverse, la religion adverse, la communauté adverse – mais contre les ennemies bien plus considérables, bien plus redoutables, et qui menacent l’humanité dans son ensemble. » Il ne pensait pas tellement à l’extrémisme et au terrorisme, qui sont bien sûr très menaçants. Maalouf pensait « à vaincre toutes les maladies ; ralentir le processus de vieillissement ; libérer les hommes du besoin comme de l’ignorance ; leur procurer, grâce aux arts, aux savoirs, à la culture, la richesse intérieure qui leurs permettraient de « meubler » ces vies qui s’allongent ; investir patiemment le vaste univers, tout en veillant à ne pas compromettre la survie du plancher où nous passons les pieds. » Maalouf ajoutait « Un vieux pieux, me dira-t-on. Non une exigence de survie ; et de ce fait, la seule option réaliste. »*

Certains diront que c’est typiquement une approche des « élites », loin du monde réel. La réalité serait l’histoire tribale de l’humanité. Le projet européen était une utopie, mais on l’a réalisé. On a réalisé le rêve de grands penseurs d’il y a des siècles !

J’ai essayé de démontrer que l’Europe doit ajuster son modèle pour qu’il puisse garder l’essentiel, pour qu’il ne tombe pas dans les pièges du passé du protectionnisme, du particularisme de tout genre, voire de l’antagonisme.

Pour être franc, le débat sur le Brexit en Angleterre et la campagne américaine m’ont fait peur. Les valeurs de dialogue, d’écoute, de rationalité, de politesse, de respect, d’intérêt général, de vision à long terme, ont été bafouées. Et cela se passe aussi de plus en plus chez nous. Il faut une « Europe des résultats » pour faire reculer la peur, mais aussi une Europe où on continue à chercher ensemble comment vivre ensemble, une Europe où on se respecte dans le langage, ce véhicule de valeurs.

Je ne vous ai pas parlé de l’Union économique et monétaire, de la compétitivité, de l’Union énergétique et numérique, et de l’innovation. Ce sont des sujets qui me tiennent à cœur, mais j’ai concentré mes propos sur ce qui me paraît aujourd’hui et demain essentiel pour garder non seulement l’idée européenne, mais surtout l’âme de nos sociétés européennes et occidentales. Il faut transformer la peur en espoir. Je ne désespère pas, mais il y a urgence.